



Berne-Wabern, 28 avril 2014

Focus Sri Lanka

Démographie, Religion et Terres

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Bundesamtes für Migration (BFM) gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt (http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen-.html). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine (http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen.html). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of the Federal Office for Migration, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information (http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen.html). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@bfm.admin.ch

Table des matières

Synthèse.....	4
Main findings.....	5
1. Sources	5
2. Répartition démographique	6
2.1. La « politique de "cinghalisation" du Nord et de l'Est »	7
3. La montée des tensions interreligieuses.....	8
4. La thématique foncière	11

Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Que sait-on sur la répartition démographique actuelle du Sri Lanka ?
- Quelle est la situation actuelle au Sri Lanka en matière de liberté religieuse ?
- Que sait-on sur la situation foncière au Sri Lanka ?

Synthèse

Selon les derniers chiffres officiels du gouvernement sri lankais publiés en 2012, les Cinghalais constituent 74.9% de la population, suivis des Tamouls sri lankais, 11.2%, des Maures sri lankais, 9.2% et des Tamouls indiens 4.2%.

80% des Tamouls sri lankais vivent principalement dans le Nord et l'Est du pays ainsi que dans la capitale. A Colombo, les Tamouls sri lankais constituent 10% de la population totale. Les Tamouls sri lankais sont majoritaires dans les 6 districts suivants : Jaffna, Mannar, Vavuniya, Mullaitivu, Kilinochchi, et Batticaloa. Plus de la moitié des Maures sri lankais vivent principalement dans la capitale et dans les districts de Batticaloa, Ampara, Trincomalee et Puttalam. Ils constituent la majorité de la population dans les districts de Ampara et Trincomalee. Les Tamouls indiens, quant à eux, constituent la majorité de la population dans le district de Nuwara Eliya.

Depuis la fin de la guerre, des nombreuses voix s'élèvent contre ce qu'elles appellent la « politique de "cinghalisation" du Nord et de l'Est » du gouvernement qui ne se limiterait pas à la réinstallation de familles cinghalaises dans les régions où les Cinghalais sont minoritaires, mais inclurait aussi des changements de noms de rues ou de villages ainsi que la construction de statues bouddhistes, viharas et stupas.

La Constitution sri lankaise garantit la liberté de religion et de croyance, tout en donnant à la religion bouddhiste une place prépondérante. Ces dernières années, de nombreuses sources ont rapporté une escalade des tensions religieuses au Sri Lanka. L'année 2013 a été particulièrement marquée par la montée de telles tensions.

A l'heure actuelle, les conflits fonciers sont en train de devenir une des problématiques les plus inquiétantes dans les anciennes zones de conflit. Ils émergent principalement suite à l'appropriation de terres privées par l'armée. Cet élément pourrait devenir une source sérieuse d'instabilité dans les années à venir.

Main findings

According to official statistics released by the Sri Lankan government in 2012, the Sinhalese account for 74.9% of the population, followed by Sri Lankan Tamils (11.2%), Sri Lankan Moors (9.2%) and Indian Tamils (4.2%).

80% of Sri Lankan Tamils live in the North and East of the country, as well as in the capital, Colombo, where they make up 10% of the total population. They are also the majority ethnic group in the following six districts: Jaffna, Mannar, Vavuniya, Mullaitivu, Kilinochchi and Batticaloa. Over half of Sri Lankan Moors live either in the capital or in the districts of Batticaloa, Ampara, Trincomalee and Puttalam. They are the majority ethnic group in Ampara and Trincomalee. Indian Tamils are the majority ethnic group in the Nuwara Eliya district.

Since the end of the war, there has been growing criticism on what is termed the government's policy of Sinhalese of the North and East, which involves not only the resettlement of Sinhalese families in regions where the Sinhalese are in the minority, but also changing street and village names, as well as the erection of Buddhist statues, viharas and stupas.

Although the Sri Lankan Constitution guarantees the freedom of religion and belief, it affords Buddhism a predominant place. In recent years, a number of sources have reported escalating religious tensions in Sri Lanka, with a noticeable upsurge in religious unrest during 2013. Land disputes are currently becoming one of the greatest causes for concern in the former conflict zones. These conflicts are primarily due to the military appropriation of private land. This could become a serious destabilising factor in the future.

1. Sources

Le présent Focus a été principalement élaboré sur la base d'informations accessibles au public et recueillies au travers de recherches Internet ou auprès de notre réseau de contacts. Les données contenues dans ce rapport sont essentiellement issues de documents onusiens, de rapports académiques, d'articles de presse, de statistiques publiées par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que de rapports rédigés par des organisations non-gouvernementales nationales et internationales ou des agences donatrices. Ces informations ont ensuite été vérifiées et de nouvelles informations recueillies lors d'interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales, des membres de la société civile, des représentants d'organisations internationales ainsi que des représentants du gouvernement sri lankais, menées entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Trincomalee, Vavuniya et Colombo. Etant donné le contexte actuel, l'identité des interlocuteurs rencontrés au cours de notre mission ne peut être dévoilée, ceci afin de garantir leur sécurité. Compte tenu du caractère très vaste du sujet de ce Focus ainsi que du très grand nombre de sources à disposition, l'information fournie ne prétend pas être exhaustive.

2. Répartition démographique

Selon les derniers chiffres publiés par le gouvernement sri lankais, en 2012, le Sri Lanka comptait une population totale de 20'263'723 personnes dont:¹

	Total	Pourcentage
Cinghalais	15'173'820	74.9%
Tamouls sri lankais	2'270'924	11.2%
Tamouls indiens	842'323	4.2%
Maures sri lankais	1'869'820	9.2%
Burgher	37'061	0.2%
Malaisien	40'189	0.2%
Chetty sri lankais	6'075	0.0%
Bharatha	1'688	0.0%
Autres	21'823	0.1%
Total	20'263'723	100.0%

Les Cinghalais constituent la majorité de la population dans 16 des 25 districts du Sri Lanka. 80% (1'828'694) des Tamouls sri lankais vivent dans le Nord et l'Est du pays (districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Mullaitivu, Kilinochchi, Batticaloa, Ampara et Trincomalee) ainsi que dans la capitale. A Colombo, les Tamouls sri lankais constituent 10% de la population totale.

Dans les 6 districts suivants, la majorité de la population est tamoule et les Cinghalais constituent la minorité:²

	Cinghalais	Tamouls
Jaffna	0.6%	98.9%
Mannar	2.0%	81.3%
Batticaloa	1.2%	72.6%
Kilinochchi	0.9%	97.0%
Vavuniya	10.0%	82.4%
Mullaitivu	9.6%	86.0%

Plus de la moitié des Maures sri lankais (51.3%) vivent dans la capitale et dans les districts de Batticaloa, Ampara, Trincomalee et Puttalam. Ils constituent la majorité de la population dans les districts de Ampara (43.6%) et Trincomalee (40.4%).

Les Tamouls indiens, quant à eux, constituent la majorité de la population dans le district de Nuwara Eliya (53.2%).³

¹ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A2 : Population by ethnic group according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop42&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

² Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A2 : Population by ethnic group according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop42&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

³ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A2 : Population by ethnic group according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop42&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

Dans une interview publiée par le *Daily Mirror* le 4 juillet 2013, Gotabaya Rajapaksa (Secrétaire d'Etat à la Défense et frère du président) déclare qu'il est anormal que, dans le Nord et l'Est du pays, les Cinghalais ne constituent pas la majorité de la population comme c'est le cas dans le reste du pays : « *It is nothing but true and correct that in the North and East there must be the same percentage of the majority community. When 78% of this country comprises Sinhalese how does such a vast landmass in the North become 98% Tamil. Isn't this unnatural? This was forced. Natural growth was prevented.* ». Selon lui, cela est dû au fait que les LTTE ont « ethniquement nettoyé » ces régions du pays.⁴

Cependant, si l'on se penche sur les statistiques officielles du gouvernement, on peut voir qu'en 1981, les Cinghalais étaient minoritaires dans les provinces du Nord et de l'Est.⁵

2.1. La « politique de "cinghalisation" du Nord et de l'Est »

Depuis la fin de la guerre, des voix s'élèvent contre ce qu'elles appellent la « politique de "cinghalisation" du Nord et de l'Est » du gouvernement. Cette pratique a été régulièrement dénoncée par certains partis politiques tamouls dont l'Alliance Nationale Tamoule (TNA) et le Front tamoul populaire nationale (TNPFF).⁶

D'après une analyse de la situation publiée en mars 2012 par le *International Crisis Group*, un nombre croissant de Cinghalais seraient en train de s'installer dans la province du Nord avec le soutien actif du gouvernement et de l'armée. Même si le *International Crisis Group* qualifie les chiffres de relativement faibles et déclare qu'il est très difficile de connaître l'étendue de ce qui se passe réellement, il affirme toutefois que les mécanismes administratifs ont été mis en place et que les infrastructures seraient en cours de construction, ce qui pourrait permettre des mouvements de population plus importants dans le futur.⁷

Afin d'illustrer ce phénomène, on peut mentionner un article publié sur le site internet *Groundviews*, en février 2013. Selon cet article, 2'500 familles cinghalaises, équivalant à environ 6'000 personnes originaires du Sud, auraient été installées dans un ancien village tamoul du nom de *Kokkachaankulam*, situé dans le district de Vavuniya. Ce « nouveau village », renommé *Namalgama*, aurait été inauguré par l'armée en présence de M. Namal Rajapaksa (membre du Parlement et fils aîné du Président) et de moines bouddhistes. De nouvelles statues bouddhistes y auraient été construites, tandis que le temple hindou dédié à *Vinayaka* aurait été détruit.⁸ En août 2013, plusieurs articles ont affirmé que le gouvernement préparait la réinstallation de 500 familles cinghalaises dans le district de Mannar, majoritairement tamoul.⁹

⁴ Daily Mirror, *I deplore any form of extremism*, 4 July 2013, <http://www.dailymirror.lk/opinion/172-opinion/31838-i-deplore-any-form-of-extremism.html> (26.04.2014).

⁵ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *Population atlas of Sri Lanka 2012 – Map P1.4.2 Comparison of ethnic composition in 1981 and 2012 by province* (Census of Population and Housing), http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/PopulationAtla_2012/02_ProvincialMaps/Map%20P1.4.2%20%20Compar%20ison%20of%20Ethni%20c%20Composition%20in%201981%20and%202012%20by%20Province.pdf (26.04.2014).

⁶ The Sunday Leader, *Systematic sinhalisation in the North?*, 28 April 2013, <http://www.thesundayleader.lk/2013/04/28/systematic-sinhalisation-in-the-north/> (26.04.2014); Sri Lanka Brief, *Protest in Vavuniya (by TNA against sinhalisation)*, 18 October 2011, <http://www.srilankabrief.org/2011/10/protest-in-vavuniya-by-tna-against.html> (26.04.2014); Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS), *"Systematic Sinhalisation in North" – Tamil politicians*, 14 September 2012, <http://www.jdslanka.org/index.php/2012-01-30-09-30-42/politics-a-current-affairs/181-systematic-sinhalisation-of-fishing-livelihood-in-jaffna-mullaitivu-tamil-politicians> (26.04.2014).

⁷ International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The Denial of Minority Rights*, Asia Report N°219, 16 March 2012, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.aspx> (26.04.2014).

⁸ Groundviews, Watchdog, *State facilitated colonization of Northern Sri Lanka – 2013*, 19 September 2013, <http://groundviews.org/2013/09/19/state-facilitated-colonization-of-northern-sri-lanka-2013/> (26.04.2014).

⁹ Colombo Telegraph, *Northern Sinhalisation: Government to settle 500 Sinhala families in Mannar despite Muslim anger*, 17 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/northern-sinhalisation-government-to-settle-500-sinhala-families-in-mannar-despite-muslim-anger/> (26.04.2014);

La « cinghalisation » du Nord et de l'Est du pays ne se limiterait pas à la réinstallation de familles cinghalaises dans les régions où les Cinghalais sont minoritaires, mais inclurait aussi des changements de noms de rues ou de villages ainsi que la construction de statues bouddhistes, viharas et stupas. Selon un rapport publié par *The Social Architects* en mars 2012, depuis 2006, les noms de 89 villages tamouls dans les districts de Ampara, Batticaloa, Jaffna, Kilinochchi, Mannar, Mullaitivu et Vavuniya auraient été changés et remplacés par des noms cinghalais. La plupart de ces changements de noms auraient eu lieu depuis la fin de la guerre.¹⁰ En octobre 2013, le frère du Président et Secrétaire à la Défense, Gotabaya Rajapaksa, a inauguré un nouveau temple bouddhiste à Kilinochchi, ancienne « capitale » des LTTE. Le *Colombo Telegraph* a qualifié cette inauguration de nouveau geste symbolique de l'hégémonie bouddhiste sur les parties majoritairement tamoules de l'île.¹¹ Selon les derniers chiffres publiés par le gouvernement sri lankais, en 2012, 0.8% de bouddhistes résident dans le district de Kilinochchi.¹²

Un autre élément critiqué par les populations locales est le fait que le gouvernement détruit petit à petit toutes les traces laissées par les LTTE, en particulier les cimetières, ce qui empêche les familles des anciens membres des LTTE de se recueillir sur les tombes de ces derniers. A titre illustratif, en juin 2007, le cimetière LTTE de Thandiyaday, dans l'Est du pays, a été détruit et un poste de police construit à sa place.¹³ En mars 2011, le gouvernement a construit un nouveau quartier général militaire près de Jaffna, dans le Nord du pays, sur un ancien cimetière des LTTE.¹⁴ En octobre 2013, les trois derniers cimetières des LTTE situés à Kanakapuram et Muzhankavil dans le district de Kilinochchi et à Theravil dans le district de Mullaitivu ont été détruits par l'armée.¹⁵

3. La montée des tensions interreligieuses

La Constitution sri lankaise garantit la liberté de religion et de croyance, tout en donnant à la religion bouddhiste une place prépondérante.¹⁶ A son article 9, on peut lire que : « *The Republic of Sri Lanka shall give to Buddhism the foremost place and accordingly it shall be the duty of the State to protect and foster the Buddha Sasana, while assuring to all religions the rights granted by Articles 10 and 14(1)(e).* »

The New Indian Express, *Fresh attempt at Sinhalisation of Mannar region?*, 29 August 2013, http://newindianexpress.com/states/tamil_nadu/Fresh-attempt-at-Sinhalisation-of-Mannar-region/2013/08/29/article1757078.ece (26.04.2014);

TamilNet, *Border division of Mannaar district Sinhalicised*, 12 August 2013, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=36552> (26.04.2014).

¹⁰ The Social Architects, *Salt on old wounds: The systematic Sinhalization of Sri Lanka's North, East and Hill Country*, March 2012, http://www.scribd.com/fullscreen/86205026-Salt-on-Old-Wounds-by-TSA-The-Systematic-Sinhalization-of-Sri-Lanka-s-North-East-and-Hill-Country?access_key=key-3szuxcd2ta360nmtijl (26.04.2014).

¹¹ Colombo Telegraph, *Gota opens new dagoba in Kilinochchi*, 18 October 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/gota-opens-new-dagoba-in-kilinochchi/> (26.04.2014).

¹² Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A3 : Population by religion according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop43&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

¹³ Tamil Guardian, *Sri Lanka builds police station on LTTE cemetery*, 28 November 2007, <http://tamilguardian.com/article.asp?articleid=1470> (26.04.2014).

¹⁴ BBC News, *Sri Lanka builds army HQ on Tamil Tiger cemetery*, 7 March 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-12668613> (26.04.2014); BBC News Sinhala, *Military HQ in LTTE graveyard*, 7 March 2011, http://www.bbc.co.uk/sinhala/news/story/2011/03/110307_jaffna_cemetery.shtml (26.04.2014).

¹⁵ Journalists for Democracy (JDS), *Lankan army destroys remaining LTTE graveyards a month ahead of "Heroes Week"*, 21 October 2013, <http://www.jdslanka.org/index.php/2012-01-30-09-30-42/human-rights/401-lankan-army-destroys-remaining-ltte-graveyards-a-month-ahead-of-heroes-week> (26.04.2014).

¹⁶ The Constitution of Sri Lanka, *Chapter II – Buddhism et Chapter III – Fundamental Rights*, http://www.priu.gov.lk/Cons/1978Constitution/Chapter_02_Amd.html (26.04.2014); http://www.priu.gov.lk/Cons/1978Constitution/Chapter_03_Amd.htm (26.04.2014).

Le Sri Lanka est un pays très divers du point de vue des religions.¹⁷ Selon les derniers chiffres publiés par le gouvernement sri lankais, en 2012, le Sri Lanka comptait une population totale de 20'263'723 personnes dont:¹⁸

	Total	Pourcentage
Bouddhistes	14'222'844	70.2%
Hindous	2'554'606	12.6%
Musulmans	1'967'227	9.7%
Catholiques romains	1'237'038	6.1%
Autres chrétiens	272'568	1.3%
Autres	9'440	0.0%
TOTAL	20'263'723	100.0%

Dans 16 des 26 districts du Sri Lanka, la majorité de la population est bouddhiste.

Les hindous sont majoritaires dans les six districts suivants :

District	Pourcentage
Nuwara Eliya	51.1%
Jaffna	82.9%
Vavuniya	69.6%
Mullaitivu	75.7%
Kilinochchi	82.5%
Batticaloa	64.6%

Les musulmans sont majoritaires dans les deux districts suivants :

District	Pourcentage
Ampara	43.6%
Trincomalee	42.1%

Les chrétiens catholiques sont, eux, majoritaires dans le district de Mannar, où ils constituent 52.7% de la population.¹⁹

Ces dernières années, de nombreuses sources ont rapporté une escalade des tensions religieuses au Sri Lanka.²⁰ Comme nous pourrions le voir ci-dessous, l'année 2013 a été particulièrement marquée par la montée de telles tensions.

¹⁷ Pour un aperçu général de la place des religions dans le conflit sri lankais, voir : Berkley Center for Religion, Peace, and World Affairs, Georgetown University, *Sri Lanka: Civil war along ethnoreligious lines*, August 2013, <http://repository.berkleycenter.georgetown.edu/130801BCSriLankaCivilWarEthnoreligiousLines.pdf> (26.04.2014).

¹⁸ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A3 : Population by religion according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop43&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

¹⁹ Ministry of Finance and Planning, Department of Census and Statistics, *A3 : Population by religion according to districts, 2012*, <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2011/index.php?fileName=pop43&gp=Activities&tpl=3> (26.04.2014).

²⁰ The Sunday Leader, *Karu fears religious tensions*, 15 November 2013, <http://www.thesundayleader.lk/2013/09/15/karu-fears-religious-tensions/> (26.04.2014); Colombo Telegraph, *Sri Lanka besieged by religious conflict*, 3 November 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/sri-lanka-besieged-by-religious-conflict/> (26.04.2014); ColomboPage, *A new Buddhist council to formulate a national plan to end religious tension in Sri Lanka*, 11 September 2013, http://www.colombopage.com/archive_13B/Sep11_1378907672JV.php (26.04.2014);

D'avril 2009 à janvier 2013, l'ONG *Centre for Policy Alternatives* a comptabilisé 65 attaques contre des lieux servant aux cultes religieux à travers tout le pays, plus précisément :

- 35 attaques contre des lieux de culte chrétiens ;
- 10 attaques contre des lieux de culte bouddhistes ;
- 10 attaques contre des lieux de culte hindous ;
- 9 attaques contre des lieux de culte musulmans.

C'est la province Ouest qui a connu le plus grand nombre d'attaques, avec 16 incidents dénombrés. Viennent ensuite la province Est (12 attaques), la province Sud (11 attaques) et la province Nord-Ouest (9 attaques).

Dans 18 des cas énumérés, on trouve parmi les auteurs présumés des attaques des groupes bouddhistes et, dans certains cas, des moines bouddhistes qui affirment agir pour « protéger et défendre le bouddhisme ».²¹

En ce qui concerne l'année 2013, les chiffres rapportés par certaines ONG montrent très clairement la rapide détérioration de la situation. En effet, entre janvier et décembre 2013, le *Secretariat for Muslims* (SFM) a rapporté 284 incidents (attaques, menaces, harcèlement, incitations à la haine, etc.) contre des membres de la population musulmane ou contre des biens leur appartenant.²² Selon la *National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka* (NCEASL), entre janvier et septembre 2013, 103 attaques contre des églises chrétiennes ou des pasteurs auraient été rapportées.²³

En septembre 2013, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a fait part de son inquiétude suite à la récente recrudescence d'incitation à la haine et à la violence contre les minorités religieuses, qui s'est manifestée notamment par des attaques contre des églises et des mosquées. Elle s'est également déclarée préoccupée par le manque de réaction rapide contre les auteurs de ces actes.

Depuis son retour du Sri Lanka, qu'elle a visité en août 2013, Mme Pillay aurait reçu des informations sur 227 cas d'attaques, menaces et incitations à la haine contre la communauté musulmane, qui ont eu lieu entre janvier et juillet 2013. Dans son exposé au Conseil des droits de l'homme de septembre 2013, elle rappelle qu'il y a aussi eu de nombreuses attaques et cas d'incitation à la haine contre les chrétiens et les hindous. Malheureusement, les interlocuteurs gouvernementaux qu'elle a rencontrés lors de sa visite au Sri Lanka ont semblé minimiser ces faits et même blâmer les communautés minoritaires. La Haut-Commissaire aurait entendu des témoignages troublants de patronage ou de protection accordée aux groupes extrémistes par l'Etat. Elle a aussi déclaré accueillir favorablement les déclarations du Président suite à sa visite, dans lesquelles il a souligné l'importance de la tolérance reli-

Colombo Telegraph, *On escalation of religious tensions in Sri Lanka*, 13 September 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/on-escalation-of-religious-tensions-in-sri-lanka/> (26.04.2014);

ColomboPage, *Religious tension further spreading in Sri Lanka*, 13 August 2013, http://www.colombopage.com/archive_13B/Aug13_1376337284CH.php (26.04.2014);

Global Post, *Assault on mosque revives Sri Lanka religious tensions*, 10 August 2013, <http://www.globalpost.com/dispatch/news/afp/130810/assault-mosque-revives-sri-lanka-religious-tensions> (26.04.2014);

United States Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Sri Lanka 2012 International Religious Freedom Report*, May 2013, <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid#wrapper> (26.04.2014);

Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Religious Tensions in Sri Lanka*, 22 April 2013, http://idsa.in/idsacomments/ReligiousTensionsinSriLanka_gsultana_220413 (26.04.2014);

Minority Rights Group International, *Islamophobia and attacks on Muslims in Sri Lanka – Incident Map*, 18 March 2013, <http://www.minorityrights.org/11808/briefing-papers/islamophobia-and-attacks-on-muslims-in-sri-lanka.html> (26.04.2014).

²¹ Centre for Policy Alternatives (CPA), *Attacks on places of religious worship in post-war Sri Lanka*, 9 March 2013, <http://www.cpalanka.org/attacks-on-places-of-religious-worship-in-post-war-sri-lanka/> (26.04.2014).

²² Secretariat for Muslims (SFM), *Hate incidents against Muslims: January – December 2013*, January 2014.

²³ *Statement condemning the continued attacks on religious places of worship by Buddhist extremist mobs, the inaction of the Police and the silence of the mainstream religions and the mass media*, 23 January, 2014, <http://nceasl.org/web/wp-content/uploads/2014/01/Statement-condemning-attacks-on-places-of-worship-by-Buddhist-extremist-mobs.pdf> (26.04.2014).

gieuse, et recommande au président et au gouvernement sri lankais d'envoyer le signal le plus fort possible de tolérance zéro pour de tels actes, tout en veillant à ce que les responsables, qui seraient, dans de nombreux cas, facilement identifiables, soient punis.²⁴

Selon le dernier rapport du *International Crisis Group* publié en novembre 2013, les militants bouddhistes ont, depuis des années, régulièrement attaqué des églises chrétiennes. Cependant, la récente campagne de diffamation contre les musulmans est un développement nouveau et dangereux. Au cours des 18 derniers mois, personne n'aurait fait l'objet de poursuites judiciaires pour les attaques perpétrées contre des mosquées ou des entreprises gérées par des musulmans ou pour les actes d'intimidation et les menaces dont ont été victimes les musulmans. La police serait généralement restée les bras croisés et n'aurait rien fait pour empêcher ces attaques, ni pour que les auteurs soient tenus responsables de leurs actes.²⁵

Dans son discours donné dans le cadre du dernier séminaire sur la Défense qui a eu lieu en septembre 2013, Gotabaya Rajapaksa déclare que certains groupes étrangers souhaitent encourager les musulmans du Sri Lanka à s'identifier davantage avec la communauté musulmane mondiale, réduisant ainsi leur intégration au sein du reste de la population sri lankaise. Selon lui, le fondamentalisme musulman se répandrait aussi dans la région et cela serait une préoccupation pour les services de police et les forces de sécurité sri lankais. Dans son discours, il mentionne, entre autres, des cas d'arrestation d'extrémistes musulmans en transit au Sri Lanka. La possibilité que ces personnes puissent essayer de promouvoir l'extrémisme musulman au Sri Lanka serait une cause d'inquiétude. Selon lui, le communautarisme serait de plus en plus fort parmi les groupes ethniques minoritaires du Sri Lanka et ce phénomène aurait pour conséquence l'émergence, au sein de la communauté majoritaire, de groupes aux positions toujours plus dures envers ces minorités. Ces nouvelles tensions entre les communautés engendreraient un cercle vicieux qui conduirait à une fragmentation encore plus grande de l'identité du Sri Lanka. Il déclare que le Sri Lanka a connu suffisamment de divisions dans le passé, qui ont finalement conduit à des conflits, et qu'il est désormais nécessaire de tirer les leçons du passé et de faire en sorte que l'histoire ne se répète pas. Il s'agirait, selon lui, d'un défi majeur qui se poserait à l'ensemble de la nation.²⁶

4. La thématique foncière

A l'heure actuelle, la thématique foncière est en train de devenir une des problématiques les plus inquiétantes dans les anciennes zones de conflit. Ces conflits fonciers sont principalement générés par le fait que les autorités gouvernementales s'approprient des terres privées. Cet élément pourrait devenir une source sérieuse d'instabilité dans les années à venir.

Officiellement, la politique du gouvernement en matière de réinstallation a été explicitée dans un document intitulé « *Un cadre concernant la politique de réinstallation* », publié en novembre 2013 par le Ministère de la Réinstallation. Dans ce document, les points suivants sont soulevés :

« (i). *Private property rights of IDPs and "returnee refugees" are recognized and respected.*

²⁴ UN Human Rights Council, *Oral update of the High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, 25 September 2013, A/HRC/24/CRP.3/Rev.1, http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1_en.doc (26.04.2014).

²⁵ International Crisis Group, *Sri Lanka's Potemkin peace: Democracy under fire*, Asia Report N°253, 13 November 2013, <http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/253-sri-lankas-potemkin-peace-democracy-under-fire.pdf> (26.04.2014).

²⁶ Defence Seminar – 2013, "Post-Conflict Sri Lanka - Challenges & Regional Stability" – *Full text of the speech delivered by Secretary Defence at the "Defence Seminar 2013" on 03rd September 2013 at the Galadari Hotel in Colombo*, 3 September 2013, http://www.defence.lk/new.asp?fname=full_text_Post_Conflict_Sri_Lanka_Challenges_20130903 (26.04.2014).

(ii). Land owned by IDPs and returnee refugees identified as required for public purposes will only be acquired through due legal process.

(iii). A house for residential purpose at a relocated site and compensation in terms of relevant Laws will be made available when it becomes necessary to acquire a land for a public purpose. »²⁷

Malgré les points explicités ci-dessus, plusieurs sources ont récemment dénoncé la confiscation illégale de terres privées par l'armée. A ce propos, lors d'une conférence de presse donnée le 31 août 2013 à Colombo, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré avoir reçu des plaintes concernant l'acquisition de terres privées pour construire des camps et des installations militaires, et même un complexe touristique. Selon elle, ces événements vont compliquer encore plus la situation et rendre les éventuelles solutions plus difficiles à mettre en œuvre, la question foncière étant déjà très complexe.²⁸

Selon un rapport publié par le *International Crisis Group* en février 2013, la confiscation de terres publiques et privées perpétrée par l'armée, en particulier dans le Nord, serait l'une des principales sources de colère chez les Tamouls et un obstacle majeur à la réconciliation. Bien que les zones dites de haute sécurité aient été considérablement réduites depuis la fin de la guerre, de nombreuses personnes (environ 26'000 dont 18'000 dans la seule péninsule de Jaffna) ne peuvent toujours pas retourner chez elles car leurs terres sont occupées par l'armée. Il y aurait aussi un nombre croissant de rapports crédibles rapportant que des responsables militaires dans le Nord et l'Est exerceraient des pressions sur les habitants pour que ces derniers vendent leurs terres à l'armée ou à des entreprises soupçonnées d'avoir des liens avec les commandants locaux.²⁹

A titre d'exemple, on peut lire dans le dernier rapport du *Centre for Policy Alternatives* (CPA), publié en novembre 2013, qu'en avril 2013, l'armée se serait illégalement emparée, dans la péninsule de Jaffna, de 25 km² (6381 acres) de terres dont la majorité appartiendrait à des privés. A ce propos, une requête aurait été déposée auprès de la Cour d'Appel et une plainte auprès de la Cour Suprême. Il y aurait des rumeurs selon lesquelles ces terres seraient utilisées pour des activités agricoles ainsi que pour un projet de construction d'une usine de yoghourts et d'un hôtel.³⁰

Cette problématique est aussi explicitée dans l'étude sur les conditions de vie des personnes déplacées internes qui sont retournées chez elles, se sont réinstallées ailleurs ou ont été intégrées localement, étude menée dans les districts de Jaffna, Kilinochchi, Mullaittivu, Mannar, Vavuniya et Trincomalee et publiée par le HCR en juillet 2013. En effet, parmi les personnes interviewées, 25% déclarent ne pas avoir accès à leurs terres, et dans 81% de ces

²⁷ Ministry of Resettlement, *A framework for resettlement policy* (Revised Draft as at November 06, 2013), http://www.lrcaction.gov.lk/assets/downloads/en/Resettlement_Policy_2013_Nov_13-en.pdf (28.04.2014).

²⁸ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo*, 31 August 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (26.04.2014).

²⁹ International Crisis Group, *Sri Lanka's authoritarian turn: The need for international action*, Asia Report N°243, 20 February 2013, [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf) (26.04.2014);

Pour plus d'informations :

Centre for Policy Alternatives (CPA), *Land issues in the Northern Province: post-war politics, policy and practices*, 6 December 2011, <http://www.cpalanka.org/land-issues-in-the-northern-province-post-war-politics-policy-and-practices/> (26.04.2014);

Centre for Policy Alternatives (CPA), *Land in the Eastern Province – Politics, policy and conflict*, May 2010, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8DECA542CE3EB96B852577220070E23E-Full_Report.pdf (26.04.2014).

³⁰ Centre for Policy Alternatives (CPA), *Policy brief: Politics, policies and practices with land acquisitions and related issues in the North and East of Sri Lanka*, November 2013, <http://www.cpalanka.org/policy-brief-politics-policies-and-practices-with-land-acquisitions-and-related-issues-in-the-north-and-east-of-sri-lanka/> (26.04.2014).

cas, c'est parce que ces terrains sont sous occupation militaire, policières ou font partie d'une zone de haute sécurité.³¹

³¹ UNHCR, *A protection assessment of Sri Lanka internally displaced persons who have returned, relocated or are locally integrating (tool three), data and analysis*, June 2013.